

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1077 le 19 mai 2019

Dans ce numéro

Étrange série de sabotages visant des navires de commerce au large de l'Émirat de Fujairah...

(Page 2)

Une rançon de 1,5 million de dollars serait exigée en échange de la libération de deux médecins cubains enlevés au Kenya...

(Page 3)

Dans le centre du Mali quatre militaires maliens tués par des djihadistes présumés...

(Page 4)

Une responsable du British Council en Iran condamnée pour espionnage au profit de la Grande-Bretagne...

(Page 6)

L'US Air Force multiplie les vols de reconnaissance électronique à proximité de la Corée du Nord...

(Page 7)

WhatsApp infectée par un logiciel espion ciblant les militants des droits humains...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE
– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Près de 300 faux comptes liés à une entité commerciale israélienne supprimés par Facebook...

Facebook a supprimé 265 faux comptes, pages et groupes sur sa plateforme et celle d'Instagram, dont les contenus concernaient notamment la vie politique de plusieurs pays africains, en pointant les comportements inauthentiques de leurs créateurs localisés en Israël. « Les personnes derrière ce réseau ont eu recours à de faux comptes pour diffuser leurs contenus et accroître artificiellement leur audience, se faisant notamment passer pour des médias locaux des pays visés et publiant de soi-disant fuites concernant des personnalités politiques » a expliqué Facebook. « Une partie de l'activité derrière ces différents comptes était liée à une entité commerciale israélienne, Archimedes Group, qui a de façon répétée falsifié son identité et enfreint d'autres règles » a expliqué Nathaniel Gleicher, à la tête de la cybersécurité pour Facebook, auteur d'un blog publié par le réseau social. « Cette firme israélienne et toutes ses filiales sont désormais bannies de Facebook » a-t-il précisé. Archimedes Group, qui se présente comme une société de conseil et lobbying, n'était pas joignable dans l'immédiat pour réagir à cette décision du premier réseau social mondial. Dans le détail, le réseau social affirme avoir supprimé 65 comptes Facebook, 161 pages, 23 groupes, 12 événements et 4 comptes Instagram (son service de partage de photographies), les pages Facebook incriminées ayant été suivies au total par quelque 2,8 millions de comptes. Les contenus incriminés se concentraient sur le Nigeria, le Sénégal, le Togo, l'Angola, le Niger et la Tunisie, mais touchaient également à l'Amérique latine et à l'Asie du sud-est, postant des informations liées aux élections des différents pays et critiquant diverses personnalités politiques, selon Facebook, qui publie trois exemples rédigés en français. Parallèlement, l'équivalent d'environ 812 000 dollars ont été dépensés depuis 2012 pour des publicités liées à ces contenus. « Nous avons identifié ces comptes et pages grâce à des enquêtes internes. Nous travaillons constamment pour détecter et stopper ce type d'activité, car nous ne voulons pas que nos services soient utilisés pour manipuler l'opinion » a souligné M. Gleicher. « Nous avons éliminé ces pages et ces comptes sur la base de l'activité de leurs initiateurs, et non pas pour le fond des contenus publiés » a-t-il insisté. Pris dans une nuée de scandales et polémiques, le réseau social américain multiplie les annonces de suppressions de contenus de son réseau.

(Africa Radio, le 17-05-2019)

À Bamenda, deux militaires camerounais abattus par des séparatistes présumés...

Au Cameroun, le ministre de la Défense, Joseph Beti Assomo a annoncé hier que deux soldats ont été abattus mercredi par des séparatistes embusqués dans des habitations à Bamenda, chef-lieu du nord-ouest, l'une des deux régions anglophones du Cameroun en proie à un conflit armé depuis plus d'un an.

(La voix de l'Amérique, le 17-05-2019)

Au Balouchistan, quatre policiers pakistanais tués dans un attentat à la bombe revendiqué par les taliban...

Le Pakistan a été une nouvelle fois le théâtre d'attentat. Quatre policiers ont été tués et neuf personnes blessées dans un attentat à la motocyclette piégée. L'attaque a été revendiquée par les taliban. Elle a eu lieu hier dans la capitale du Balouchistan, la plus grande et la plus pauvre province du Pakistan, aux frontières de l'Iran et de l'Afghanistan.

(Radio Vatican, le 14-05-2019)

Étrange série de sabotages visant des navires de commerce au large de l'Émirat de Fujairah...

L'Arabie saoudite a déclaré que deux de ses pétroliers ont été gravement endommagés alors qu'ils étaient en route du détroit d'Ormuz. Le ministre de l'Énergie Khalid Al-Falih en a fait l'annonce lundi. L'attaque aurait eu lieu au large de Fujairah aux Émirats arabes unis dimanche matin. Le ministre précise qu'aucun mort n'est à déplorer, et qu'aucune fuite de pétrole n'a été constatée. L'un des pétroliers devait, poursuit-il, être chargé avec du pétrole brut saoudien pour ensuite être livré à des clients de la compagnie saoudienne Aramco, aux États-Unis. Les deux pétroliers semblent être parmi les quatre navires qui selon le ministère émirati des Affaires étrangères, auraient fait l'objet d'actes de sabotage au large des côtes du pays dimanche. Le ministère des Émirats arabes unis en a fait l'annonce le même jour. Selon Abou Dhabi, aucun mort ne serait à déplorer. Aucun détail n'a cependant été divulgué. Le gouvernement saoudien a condamné l'attaque. Pour Riyad, cette tentative a pour but de porter atteinte à la liberté maritime et à un approvisionnement en pétrole sûr. Aucun pays n'a alors été évoqué en particulier. Lundi, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères a appelé à une clarification de l'attaque présumée. Il a également émis un avertissement concernant une « conspiration orchestrée par des ennemis pour porter atteinte à la stabilité et à la sécurité dans la région ».

(Radio Japon international, le 13-05-2019)

Le personnel non essentiel de l'ambassade US à Bagdad appelé à quitter l'Irak suite à l'escalade des tensions dans le golfe Persique...

Le département d'État américain a ordonné au personnel non essentiel de l'ambassade à Bagdad, de quitter l'Irak. Un communiqué paru sur le site internet de l'ambassade des États-Unis à Bagdad précise que le département d'État a donné l'ordre au personnel non essentiel de la représentation diplomatique de quitter le pays en raison de l'escalade de la tension militaire dans le golfe persique avec l'Iran. L'ordre intervient après la déclaration de Washington faisant état de préparatifs d'attaques prenant pour cible les citoyens et les intérêts américains par l'Iran et les forces agissant à son nom dans la région. Le communiqué publié dimanche par l'ambassade déconseille également aux ressortissants américains de se rendre en Irak en raison de l'escalade des tensions.

(La voix de la Turquie, le 15-05-2019)

Menace iranienne imminente contre les ressortissants américains en Irak, selon le département d'État...

Parce que les ressortissants américains feraient l'objet d'une menace imminente de la part de l'Iran en Irak le département d'État américain a demandé hier à son personnel non essentiel de quitter l'ambassade de Bagdad et le consulat d'Erbil.

(Radio Vatican, le 16-05-2019)

En Somalie, un ingénieur turc tué dans un attentat à la bombe revendiqué par Al-Shabaab...

Un ingénieur turc blessé à la suite de l'explosion d'une bombe placée dans sa voiture dans la capitale de la Somalie à Mogadiscio, a succombé à ses blessures à l'hôpital où il avait été transporté. Selon des sources du ministère turc des Affaires étrangères, une bombe placée dans le véhicule d'un ingénieur turc a explosé à Mogadiscio. Selon les mêmes sources, le citoyen turc a perdu la vie à l'hôpital où il avait été transporté. L'organisation terroriste Al-Shabaab a revendiqué l'attentat.

(La voix de la Turquie, le 13-05-2019)

À Mogadiscio, au moins quatre morts après un attentat suicide à la voiture piégée contre une mairie de quartier...

Au moins quatre personnes ont été tuées et plusieurs blessées mardi à Mogadiscio quand un kamikaze

a projeté une voiture piégée contre les locaux d'une mairie de quartier, a-t-on appris de source sécuritaire somalienne et auprès de témoins. « Un kamikaze a conduit une voiture chargée d'explosifs dans l'entrée des bureaux du district de Wardhigley. Au moins quatre personnes ont été tuées et plusieurs blessées dans l'explosion » a déclaré un responsable sécuritaire, Mohamed Samow. Des témoins ont évoqué un bilan similaire et indiqué que l'explosion avait détruit la mairie et plusieurs immeubles alentour. « C'était une très grosse explosion qui a détruit plusieurs immeubles et véhicules dans la zone. Plusieurs corps de personnes tuées et des blessés ont été emmenés dans une ambulance » a décrit Saïd Farey, un témoin. La maire de quartier était dans l'immeuble au moment de l'explosion, mais n'a pas été blessée, selon des sources administratives et sécuritaires.
(Africa Radio, le 14-05-2019)

Un attentat suicide revendiqué par le mouvement Al-Shabaab a fait quatre morts au centre de la capitale somalienne, Mogadiscio. Une source à la police somalienne a affirmé à *Anadolu* que le kamikaze a fait exploser son véhicule au siège du district de Wardhigley, ce qui a engendré plusieurs victimes parmi les civils. Le bilan préliminaire de cet attentat fait état d'au moins trois morts et de plusieurs blessés. Un témoin oculaire a, de son côté, affirmé que quatre cadavres et au moins dix blessés ont été observés à proximité du lieu de l'attentat. Les autorités somaliennes n'ont pas encore réagi à cet attentat revendiqué par le mouvement Al-Shabaab qui a affirmé sur *Twitter* que plusieurs responsables gouvernementaux ont été tués.
(La voix de la Turquie, le 15-05-2019)

Une rançon de 1,5 million de dollars serait exigée en échange de la libération de deux médecins cubains enlevés au Kenya...

Une rançon de 1,5 million de dollars a été demandée pour la libération de deux médecins cubains enlevés le 12 avril dans le nord-est du Kenya et emmenés en Somalie, a-t-on appris jeudi de sources gouvernementale et policière. Un responsable gouvernemental à Mandera, dans le nord-est du Kenya, a indiqué à l'*AFP*, sous couvert d'anonymat, que les kidnappeurs avaient demandé une rançon. « Le montant est de 1,5 million de dollars (1,35 million d'euros). C'est ce qu'ils veulent » a-t-il déclaré. Les deux médecins, un généraliste et un chirurgien, ont été enlevés le 12 avril près de Mandera, à la frontière avec la Somalie, par des individus soupçonnés d'être des militants islamistes somaliens shabaab. L'un des deux policiers qui les escortaient vers leur lieu de travail a été tué par les assaillants, qui ont ensuite réussi à s'enfuir en Somalie avec les deux docteurs, selon la police kényane. Depuis, les autorités kényanes et somaliennes travaillent de concert pour tenter de retrouver les deux hommes. Un haut responsable de la police kényane a confirmé à l'*AFP* qu'une rançon avait été demandée, mais sans commenter plus avant. Le porte-parole de la police kényane, Charles Owino, a assuré ne pas avoir reçu cette information. Selon plusieurs sources sécuritaires, les médecins seraient actuellement utilisés par leurs kidnappeurs pour apporter des soins en Somalie. Ils faisaient partie d'un groupe d'une centaine de médecins cubains déployés à travers le Kenya depuis mi-2018 pour renforcer les services de santé dans ce pays. Depuis 2011, l'armée kényane participe à la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) qui lutte contre les shabaab, affiliés à Al-Qaïda.
(Africa Radio, le 16-05-2019)

Au moins quatorze morts dans de nouvelles attaques attribuées à Boko Haram dans le nord-est du Nigeria...

Quatorze personnes ont été tuées jeudi dans des attaques lancées par le groupe djihadiste Boko Haram contre des villages du nord-est du Nigeria, ont annoncé vendredi des responsables. Les raids ont eu lieu dans les États voisins de Borno et Adamawa, où les membres de Boko Haram ont intensifié leurs activités ces derniers mois. Dans la première attaque, survenue à la mi-journée jeudi, les djihadistes arrivés à motos s'en sont pris aux habitants près du réservoir du village de Maichulmuri, à la sortie de la capitale de l'État de Borno, Maïduguri. « Les insurgés ont tiré sur des groupes de paysans qui irriguaient leurs cultures, sur des pêcheurs qui se trouvaient sur le barrage, sur des bergers qui faisaient paître leur troupeau » a indiqué le chef d'une milice locale, Babakura Kolo. « À ce stade, nous avons retrouvé neuf cadavres » a-t-il dit. « Mais le bilan pourrait être plus lourd car les assaillants ont poursuivi les villageois qui s'enfuyaient vers les zones boisées » a dit un villageois, Modu Alhaji Sheriff. La région est régulièrement attaquée par les insurgés loyaux au chef historique de Boko Haram, Abubakar Shekau. Dans une seconde attaque, dans l'État d'Adamawa, les djihadistes ont tué cinq personnes dans trois villages du district de Madagali (285 kilomètres au nord de la capitale de l'État,

Yola). « Ils ont fondu sur le village de Shuwa avant de l'incendier. Trois personnes sont mortes » a indiqué un habitant, Paul Waramulu. « Ils s'en sont ensuite pris aux villages de Kirchina, également brûlé, puis de Kuda où ils ont tué deux personnes » selon un habitant, Simon Damina.
(Africa Radio, le 18-05-2019)

Treize morts après l'attaque d'un village tchadien par des membres présumés de Boko Haram...

Treize habitants d'un village de l'est du Tchad ont été tués jeudi dans une attaque menée par des combattants du groupe djihadiste Boko Haram, de plus en plus présent dans la région, a-t-on appris vendredi auprès des autorités locales. Les islamistes armés ont attaqué le village de Ceilia, situé à une quarantaine de kilomètres de la ville de Bol, chef-lieu de la région du Lac. « L'attaque s'est produite à six heures du matin. Les éléments de Boko Haram ont tué quatre personnes, dont le chef de village et sa famille, et incendié une partie du village avant de tuer neuf autres personnes lors de leur départ » a déclaré à l'AFP Dimouya Soiapébé, secrétaire général de la province du Lac Tchad. « L'armée n'a pas eu l'occasion d'intervenir » a-t-il ajouté, précisant que deux des victimes avaient été égorgées. « Les éléments de Boko Haram armés opèrent généralement pendant la nuit pour perpétrer des attaques. Dans ce cas de figure, ils sont venus surprendre très tôt le matin les villageois en plein sommeil pendant le mois de ramadan » a-t-il dénoncé. « Nos forces de défense et de sécurité continuent le ratissage dans la zone. Nous renforçons la présence de nos forces dans la zone » a assuré le haut fonctionnaire.

(Africa Radio, le 18-05-2019)

Au Togo création d'un comité interministériel pour lutter contre les risques de propagation des violences djihadistes...

Le gouvernement togolais a annoncé la création d'un comité interministériel pour lutter contre les risques de propagation des violences djihadistes en provenance de pays voisins. Selon un communiqué publié mercredi soir, le gouvernement a créé un Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV) pour répondre à des menaces terroristes et des attentats quasi quotidiens qui secouent certains pays limitrophes du Togo. Héritant du chaos qui règne depuis 2012 au Mali, où prolifèrent les groupes liés à Al-Qaïda et l'État islamique, le Burkina Faso notamment, pays frontalier du nord du Togo, est confronté à des attaques de plus en plus fréquentes et meurtrières. La nouvelle structure a pour mission principale d'œuvrer à éradiquer ou à réduire sensiblement la propagation de l'extrémisme violent en donnant aux communautés de base les outils et le soutien dont elles ont besoin pour lutter contre ce fléau et de renforcer la coopération et la collaboration entre l'administration, les forces de défense et de sécurité pour une prévention et une lutte efficace, ajoute le communiqué. Le CIPLEV est composé de représentants des départements ministériels, des leaders d'opinion et de la société civile. « Les forces de défense et de sécurité présentes sur le terrain doivent être accompagnées et soutenues par des mesures multisectorielles et transversales visant à prévenir l'extrémisme violent, surtout dans les zones à risque » souligne le texte. Par ailleurs, le gouvernement togolais a adopté un projet de loi visant à lui donner des instruments nécessaires pour faire face à des menaces sécuritaires nouvelles et durables, tout en assurant un équilibre proportionné entre la préservation des libertés publiques et individuelles et la sauvegarde de la sécurité publique et de l'ordre constitutionnel. Le 26 avril, le président Faure Gnassingbé avait promis une nouvelle loi sur la sécurité intérieure pour mieux lutter contre cette nouvelle menace, qui risque de s'étendre aux pays côtiers que sont le Togo et le Bénin. Il avait annoncé le démantèlement ces derniers mois, de cellules terroristes dans le pays. Des services de renseignement européens ont confirmé ces dernières semaines à l'AFP l'arrestation d'éléments terroristes dans le nord du Togo. Après l'occupation du nord du Mali par des groupes islamistes armés en 2012-2013, l'instabilité s'est étendue à travers l'Afrique de l'Ouest ces dernières années, gagnant notamment le Burkina et le Niger. Le Bénin voisin du Togo a aussi été touché avec l'enlèvement de deux Français qui ont été libérés la semaine dernière par une opération des forces françaises luttant contre les djihadistes dans la région.

(Africa Radio, le 16-05-2019)

Dans le centre du Mali quatre militaires maliens tués par des djihadistes présumés...

Quatre militaires maliens ont été tués jeudi par des djihadistes présumés. Ces militaires sont tombés dans une embuscade, dans la région de Mopti, dans le centre du Mali. L'attaque s'est produite vers la mi-journée dans le secteur de Diafarabé, a affirmé l'armée malienne dans un communiqué la qualifiant d'embuscade. Au cours de cet accrochage, les forces armées maliennes déplorent quatre morts. Selon

un élu de Diarafabé, ce sont des militaires en patrouille à quatorze kilomètres de la ville qui se sont battus contre les djihadistes. Les assaillants ont emporté des armes lourdes, d'après cet élu.
(La voix de l'Amérique, le 17-05-2019)

Six morts après une attaque terroriste contre une église catholique dans le nord du Burkina Faso...

Une attaque perpétrée par ce qui semble être des djihadistes d'un groupe islamiste a fait six morts dans une église catholique au Burkina Faso, dans l'ouest africain. Les hommes armés ont attaqué dimanche, pendant la messe, l'église remplie de la province de Sanmatenga dans le nord. Le gouvernement du pays a fait savoir qu'un prêtre se trouvait parmi les victimes. L'attentat s'est produit deux semaines après une autre attaque perpétrée dans une autre église de la région. Six personnes avaient été tuées. Le gouvernement appelle les habitants à rester calmes. Il explique que les terroristes ciblaient la religion pour mieux diviser la population. Le Burkina Faso se trouve dans la région subsaharienne du Sahel, où des djihadistes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique sont actifs. Dans un communiqué publié la semaine dernière, le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires a indiqué qu'en avril, plus de 300 personnes avaient été tuées dans plus de 150 violents incidents dans la région du Sahel. Le bureau avertit que l'insécurité et les attaques armées dans la région ont atteint des niveaux sans précédent.

(Radio Japon international, le 13-05-2019)

Nouvelle attaque de Boko Haram contre un village de l'extrême nord du Cameroun...

Des membres présumés du groupe djihadiste nigérian Boko Haram ont attaqué la ville de Goshi, dans l'extrême nord du Cameroun, incendiant des dizaines de maisons et une église, a-t-on appris lundi de sources sécuritaires et locales. L'attaque s'est déroulée dans la nuit de samedi à dimanche dans cette ville de l'extrême nord, où le groupe multiplie ses opérations depuis le début de l'année. Un des assaillants a été tué, d'après ces sources. Les hommes armés ont incendié soixante maisons et onze commerces, ainsi qu'une église, selon un décompte des autorités locales. « Les assaillants, qui étaient une centaine, sont venus à 22h00 et ont immédiatement attaqué le village endormi » a témoigné à l'AFP un habitant de la ville.

(Africa Radio, le 13-05-2019)

Le Niger frappé par une nouvelle série d'attaques terroristes...

Au Niger une série d'attaques terroristes s'est produite hier dans la région de Tillabéri. Elles ont notamment visé le village de Mangaïzé, une église du village de Dolbel à la frontière entre le Niger et le Burkina Faso et la prison de haute sécurité de Koutoukalé. Selon des témoins les premiers coups de feu ont été entendus aux environs de 15 heures temps universel vers la prison de haute sécurité de Koutoukalé. La garde nationale assurant la sécurité des lieux ayant déjà été informée de l'imminence d'une attaque riposta et fait fuir les assaillants venus à bord de véhicules qui ressemblent fort à ceux des structures humanitaires volés récemment dans la région de Tillabéri. Sur sa page *Facebook* le ministre de l'Intérieur annonce une attaque repoussée au niveau de la prison de haute sécurité de Koutoukalé sans pertes dans les forces de sécurité. Plus tard dans la soirée on apprend qu'un sous-officier blessé lors de la poursuite engagée a succombé à ses blessures. Les assaillants auraient aussi emporté un véhicule de la garde nationale. On apprend également qu'au même moment une attaque a ciblé la localité de Mangaïzé toujours dans la région de Tillabéri, du côté de la frontière malienne. L'église de Dolbel, située non loin de la frontière entre le Niger et le Burkina Faso a aussi été attaquée vers 19 heures temps universel. Les assaillants ont blessé le prêtre avant de s'enfuir avec un véhicule.

(La voix de l'Amérique, le 14-05-2019)

Vingt-huit militaires nigériens tués dans une attaque revendiquée par le groupe État islamique...

Le groupe État islamique a revendiqué une attaque perpétrée au Niger ayant tué 28 soldats et un assaut lancé contre une prison de haute sécurité de ce pays où sont détenus de nombreux djihadistes. Le ministère nigérian de la Défense avait fait état mercredi d'une attaque menée la veille par des terroristes lourdement armés contre une colonne militaire des forces armées nigériennes dans l'ouest du Niger. Lundi, des terroristes avaient mené un assaut contre la prison de haute sécurité de Koutoukalé, à 50 km au nord de Niamey, selon une source sécuritaire. L'attaque avait été néanmoins repoussée par les forces de sécurité qui avaient perdu un homme, selon la même source. « Les combattants de l'État islamique ont tendu une embuscade aux forces de sécurité nigériennes » a

annoncé jeudi soir *Amaq*, l'agence de propagande de l'État islamique, dans un communiqué publié sur *Telegram*. Les forces de sécurité poursuivaient des groupes de combattants ayant attaqué la veille une prison à Koutoukalé, selon *Amaq*. La prison de Koutoukalé est considérée comme la plus sûre du pays. Les autorités y gardent les détenus les plus dangereux et notamment les éléments djihadistes des groupes sahéliens ou du groupe nigérian djihadiste Boko Haram.
(*Africa Radio*, le 17-05-2019)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Une responsable du British Council en Iran condamnée pour espionnage au profit de la Grande-Bretagne...

La responsable du bureau iranien du British Council, institution internationale du Royaume-Uni chargée des relations culturelles et des opportunités de formations, a écopé de dix ans de prison pour espionnage au profit de l'Angleterre. Dans une déclaration au journaliste, le porte-parole de la justice iranienne, Gulamhuseyin Ismail, la responsable du bureau iranien du British Council a été arrêtée pour espionnage au profit de l'Angleterre. Ismail qui n'a pas donné le nom de la responsable iranienne, a fait savoir qu'elle avait avoué avoir été formée par les services de renseignement britanniques pour la direction de projet culturel. Le porte-parole de la justice, a précisé que cette personne a été condamnée à dix ans de prison pour espionnage au profit de l'Angleterre.
(*La voix de la Turquie*, le 13-05-2019)

L'activité menaçante de l'Iran répond au comportement agressif de Washington, selon les services de renseignement américains...

Les faucons de l'administration Trump ont passé ces deux dernières semaines à dénoncer une menace accrue de l'Iran. Mais les responsables américains du renseignement estiment que les mesures agressives de l'Iran ont été prises en réponse aux actes provocateurs et même très provocateurs de l'administration américaine. Trois responsables gouvernementaux américains ont en effet rapporté au *Daily Beast* que des chefs de plusieurs agences de renseignement américaines avaient estimé que la nouvelle activité menaçante de l'Iran, évoquée par l'administration Trump pour justifier sa présence militaire dans le golfe Persique, répondait au comportement agressif adopté par l'administration américaine au cours des deux derniers mois. D'un autre côté, plusieurs législateurs de Capitol Hill ont déclaré au *Daily Beast* que les décisions agressives prises par Téhéran semblent être une réponse aux actions de Washington, qui fait pression sur la république islamique et sur ses dirigeants. Les décisions de l'administration Trump de renforcer les sanctions pétrolières et de désigner le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) comme un groupe terroriste ont été particulièrement provocantes, ont ainsi souligné à juste titre les législateurs américains. « Sans vouloir révéler d'informations confidentielles, je dois dire qu'il n'y a rien qui nous montre que nous devons envoyer nos bombardiers B-52 et nos *marines* dans la région. Nos positions ne sont pas fondées sur des données provenant des agences de renseignement » a indiqué au *Daily Beast* un membre du Congrès américain qui a souhaité garder l'anonymat. Il y a peu, le *Wall Street Journal* avait lui aussi écrit que les agissements iraniens constituaient une réaction directe aux actions anti-iraniennes du gouvernement américain.
(*Press TV*, le 17-05-2019)

... MILITAIRE ...

Début de *Denizkurdu-2019*, les plus grandes manœuvres navales planifiées de l'histoire de la Turquie...

Denizkurdu-2019, la plus grande manœuvre militaire planifiée de l'histoire de la République turque, a débuté dans les mers qui entourent l'Anatolie. Planifiée par les forces navales turques, la manœuvre se déroulera en mers Noire, Égée et Méditerranée, simultanément, pour la première fois. La manœuvre *Mavi Vatan 2019*, portant sur les entraînements aux préparatifs pour une éventuelle opération, s'est achevée récemment. Maintenant, *Denizkurdu-2019* relève de préparatifs opérationnels et stratégiques concernant les scénarios de guerre et de crises. La manœuvre, durant laquelle sont déployés 131 navires, 57 avions et 33 hélicoptères, sera achevée le 25 mai.
(*La voix de la Turquie*, le 13-05-2019)

Les deux derniers projectiles lancés par la Corée du Nord étaient des missiles balistiques, selon l'armée sud-coréenne...

L'armée sud-coréenne semble avoir conclu que les deux engins à courte portée tirés jeudi dernier par la Corée du Nord étaient des missiles balistiques. Une conclusion fondée sur une lettre aperçue sur leurs photos agrandies. Il s'agit de la neuvième consonne de l'alphabet coréen, qui pourrait désigner les forces stratégiques nord-coréennes qui exploitent les missiles balistiques. Elle apparaissait souvent sur les images des engins lancés dans le passé par le Nord. L'armée continue pourtant d'annoncer que ses analyses sont toujours en cours. Il est aussi évoqué la possibilité pour le régime de Kim Jong-un d'avoir développé un nouveau type de missile balistique à courte portée, à savoir une version améliorée du KN-02 qu'il a exhibé lors d'un défilé militaire l'an dernier. Sa portée a doublé par rapport à sa version originale pour passer à 400 km, tandis que son altitude est maintenue à 40 à 50 km. Le sud de la péninsule se trouve donc à sa portée, mais il est difficile de l'intercepter. L'armée prête une attention particulière au fait que les missiles testés jeudi sont différents des autres engins qui se sont abîmés autrefois après avoir suivi une trajectoire parabolique. Le Nord aurait alors développé et appliqué de nouvelles techniques de guidage pour que ces missiles frappent leurs cibles dans la dernière phase de leur chute, comme l'*Iskander* russe.

(KBS World Radio, le 14-05-2019)

Des activités de faible intensité détectées sur le site nord-coréen de lancement de missiles de Tonchang-ri...

Dernière nouvelle sur le fameux site de lancement de missiles nord-coréen de Tonchang-ri : des activités de faible intensité, potentiellement des travaux destinés à améliorer les installations principales, ont été détectées dans des images prises vendredi dernier par des satellites commerciaux. C'est ce qu'a révélé hier *38 North*, un site web spécialisé dans le suivi de la Corée du Nord. D'après celui-ci, aucune nouvelle activité n'a été observée autour des pas de tir d'engin depuis le 8 mars dernier. Mais un nouveau bâtiment qui semble être destiné à assembler des missiles ou des fusées et à les examiner a été doté d'un toit depuis le 18 avril. Selon le site web américain, la construction de ce bâtiment a été détectée pour la première fois en septembre dernier, et les travaux devraient se poursuivre à l'intérieur.

(KBS World Radio, le 17-05-2019)

L'US Air Force multiplie les vols de reconnaissance électronique à proximité de la Corée du Nord...

L'armée de l'air américaine semble renforcer sa surveillance de la Corée du Nord, après que celle-ci a tiré ce qui semble être des missiles de courte portée, le 4 et le 9 mai. Des mouvements en témoignant continuent d'être observés. D'après le site web *Aircraft Spots*, son avion de reconnaissance RC-135W *Rivet Joint* a survolé hier Séoul et la province de Gyeonggi qui l'entoure. Il avait fait de même les 8 et 13 mai, et les 18, 19 et 29 avril. Il peut s'agir de vols de routine. Cela dit, des experts militaires évoquent la possibilité de parer à de nouveaux essais balistiques nord-coréens. Séoul et Washington maintiennent actuellement leur surveillance légèrement renforcée après les lancements des deux engins nord-coréens, le 9 mai. Leurs autorités militaires observent également de très près la réaction de P'yongyang à leurs manœuvres conjointes, récentes ou en vue. Le régime communiste dénonce une violation de l'accord militaire intercoréen signé en septembre dernier. Par ailleurs, le commandant des forces combinées sud-coréano-américaines Robert Abrams a effectué hier un déplacement au Japon. Là-bas, il aurait partagé avec le gouvernement de Tokyo les informations sur le Nord et ses récents tirs de projectiles.

(KBS World Radio, le 15-05-2019)

Les allégations du New York Times sur l'envoi de 120 000 militaires américains au Moyen-Orient démenties par Donald Trump...

Le président Trump a démenti les informations du *New York Times* selon lesquelles il envisagerait d'envoyer 120 000 soldats au Moyen-Orient pour contrer l'Iran. Qualifiant ces informations de *Fake News* il a cependant ajouté : « Si nous devons le faire nous enverrons beaucoup plus d'hommes que ça ». Le Pentagone a envoyé dans la région un porte-avions, des bombardiers B-52 et une batterie de missiles *Patriot* suite à des informations sur d'éventuelles attaques contre des intérêts des États-Unis et ceux de leurs alliés.

(La voix de l'Amérique, le 15-05-2019)

Le président américain Donald Trump a rejeté mardi les allégations d'un article paru dans le *New York Times*, selon lequel les hauts responsables de la sécurité américaine seraient en train d'examiner un plan visant à déployer jusqu'à 120 000 soldats au Moyen-Orient pour faire barrage à l'Iran. « Je pense que ce sont de fausses nouvelles ? Maintenant, est-ce que je ferais une telle chose ? Certainement. Mais nous n'avons pas prévu de faire une telle chose » a déclaré M. Trump à la presse. « J'espère que nous n'aurons pas à faire de plan pour ce genre de chose. Et si nous le faisons, nous enverrions beaucoup plus de troupes que cela » a-t-il ajouté. Le *New York Times* a rapporté lundi que le secrétaire d'État à la Défense, Patrick Shanahan, avait présenté aux responsables de la sécurité du gouvernement Trump un nouveau plan militaire prévoyant l'envoi de 120 000 soldats au Moyen-Orient, dans l'éventualité où l'Iran attaquerait les forces américaines ou accélérerait son programme d'armes nucléaires. Ce nouveau plan, qui ne prévoit pas une invasion terrestre de l'Iran, aurait été commandé par les partisans de la ligne dure dirigés par John Bolton, le Conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, a rapporté le journal, citant des sources anonymes. Au cours des dernières semaines, Washington a renforcé ses pressions sur Téhéran au moyen d'une série de sanctions, de déclarations officielles et de menaces militaires. Ces pressions s'inscrivent dans la continuité de la campagne que Washington mène contre l'Iran depuis que les États-Unis ont décidé de sortir de l'accord sur le nucléaire iranien en mai 2018. En réponse à ces pressions, le président iranien Hassan Rohani a annoncé mercredi que Téhéran cesserait de respecter les restrictions imposées par l'accord sur le nucléaire iranien en matière de réserves d'uranium enrichi et d'eaux lourdes.
(Radio Chine internationale, le 15-05-2019)

... CYBERGUERRE ...

WhatsApp infectée par un logiciel espion ciblant les militants des droits humains...

WhatsApp, l'application de messagerie cryptée de Facebook a bien admis hier avoir été infectée par un logiciel espion. Visiblement, cela donnait accès à certains contenus de certains smartphones. Une attaque qui semblerait avoir ciblé très particulièrement des militants des droits humains.
(Médi-1, le 15-05-2019)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67